



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

négociations

Question au Gouvernement n° 1584

Texte de la question

FRANCE TÉLÉCOM

M. le président. La parole est à Mme Dominique Orliac, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Dominique Orliac. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et concerne la détestable et irrationnelle gestion des ressources humaines et des sites d'activité de l'entreprise France Télécom-Orange.

Malgré sa privatisation en 2004, l'État en demeure l'actionnaire principal ; il y conserve donc une très grande influence, comme en témoigne, madame la ministre, la récente nomination de votre ancien directeur de cabinet, Stéphane Richard, au poste de directeur général adjoint. Il devrait être le successeur de Didier Lombard, lequel est désormais " passé de mode ", si je puis m'exprimer ainsi.

Il faut espérer que ce changement de tête et la suspension provisoire des mutations - belle promesse faite à la sortie du ministère, mais qui semble loin d'être appliquée à l'échelon local - suffiront à mettre un terme à la série de vingt-quatre suicides en dix-huit mois.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que cette seule nomination ne suffira pas à sortir durablement cette entreprise de la profonde crise humaine qu'elle traverse. Car aujourd'hui France Télécom est gravement malade : une grande partie de son personnel vit dans l'angoisse. En cause : la politique et le management de la direction pour imposer à marche forcée une mutation commerciale. Les annonces de délocalisation de sites se succèdent, obligeant toujours les salariés à déménager, souvent au mépris des réalités économiques locales. J'en sais quelque chose, puisque je me bats, depuis plusieurs mois maintenant, aux côtés des salariés de France Télécom du site de Terre-Rouge à Cahors. Élus, syndicats, population et salariés, nous nous opposons au transfert annoncé d'une cinquantaine d'emplois vers Montauban. Cet exemple illustre bien la détresse psychologique dans laquelle se trouvent plongés les personnels et leurs proches : ils ne veulent pas partir et recommencer leur vie ailleurs, avec les conséquences familiales et financières que cela entraîne. Notre économie rurale, déjà fragilisée par votre politique ne tolérera pas de nouvelles disparitions d'emplois ni d'autres fermetures de sites. Nous sommes déterminés et nous nous battons pour conserver notre site France Télécom à Cahors.

Madame la ministre, l'État, en sa qualité d'actionnaire principal, va-t-il imposer à France Télécom de changer de politique et d'abandonner les délocalisations d'agences ainsi que les mutations forcées de salariés ?

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Madame Orliac, le Gouvernement a exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation au sujet de France Télécom. Didier Lombard a été reçu par Xavier Darcos, puis par moi-même. C'était indispensable pour que nous puissions prendre connaissance des mesures déjà prises et de celles envisagées pour les compléter.

Il n'appartient pas à l'État, fût-ce en sa qualité d'actionnaire, d'intervenir directement dans la direction et la gestion de l'entreprise. Il est de sa responsabilité, en revanche, de s'assurer que l'ensemble de la stratégie est mise au service à la fois d'une grande entreprise et des cent soixante mille salariés qui y travaillent.

Trois objectifs très clairs ont été fixés : l'accompagnement des familles, le renforcement du dispositif de prévention des suicides, la refondation des relations sociales au sein de France Télécom.

À l'heure où je vous parle, une réunion a lieu entre la direction générale - le président-directeur général et le nouveau directeur général adjoint - et l'ensemble des organisations syndicales, afin de fixer les lignes directrices de la refondation du dialogue social. Il s'agit de rétablir le dialogue et l'écoute, puis de définir ensemble les nouvelles règles applicables dans l'entreprise pour permettre à tous les salariés d'être fiers de France Télécom et d'y accomplir l'essentiel de ce qu'ils peuvent accomplir. Le Gouvernement sera attentif à ce que ces objectifs soient respectés.

Je voudrais par ailleurs vous mettre en garde contre toute instrumentalisation des drames humains que connaît actuellement France Télécom. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Dominique Orliac](#)

Circonscription : Lot (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1584

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 7 octobre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 octobre 2009